

Unité départementale de l'Aisne  
25, rue Albert Thomas  
02100 SAINT QUENTIN

SAINT QUENTIN 12/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARF**

22 rue Jean Messenger  
BP 137  
59330 Saint-Remy-du-Nord

Références : ARFV23RAPVI\_447  
Code AIOT : 0005103993

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement ARF implanté Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été programmée suite à la plainte pour odeur de juin 2023. Elle a permis également d'évoquer les suites de l'inspection du 5 avril 2023 qui concernait l'état des stocks et les suites données au dossier de réexamen IED.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARF
- Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil
- Code AIOT : 0005103993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Oui

La société ARF exploite sur les communes de Vendeuil et de Travecy une installation de prétraitement, regroupement, transit et traitement par incinération de déchets dangereux.

Le site est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités seuil haut associées aux rubriques 4120 "Toxicité aiguë catégorie 2" et 4511 "Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2".

Il est soumis à la directive IED (BREF WI) pour la rubrique principale n° 3520 : "Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets, pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, ou pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour".

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des odeurs.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les suites de l'inspection du 5 avril ont été évoquées. L'exploitant a présenté la nouvelle organisation de suivi des stocks pour disposer des quantités présentes au quotidien pour les déchets dangereux. Elle consiste à attribuer une lettre à une ou des phrases de risque pour les différents conditionnements de déchets (6 formats) et les différentes zones de stockage dans le bâtiment solide, le bâtiment conditionné ...

Il a confirmé la mise à jour en cours du POI conformément aux suites de l'inspection du 5 avril 2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MTD WI 21	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.1	/	Sans objet
2	odeurs	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.1.3 Odeurs	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis d'identifier les différences sources d'odeur du site sans déterminer de non conformité vis à vis des prescriptions applicables sur cette thématique.

La fermeture des fenêtres et des portes des bâtiments concernés est recommandé mais ne permet pas d'expliquer les odeurs ressentis par les riverains. Il est attendu que l'exploitant propose un dispositif ou une procédure de contrôle et surveillance de l'ensemble des aspirations au niveau des événements des différentes cuves dans l'attente de la mise en service de l'oxydateur thermique.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD WI 21

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traitement des odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter ou de réduire les émissions diffuses, y compris les émissions d'odeur. Ceci consiste à : <ul style="list-style-type: none"><li>- stocker les déchets solides et pâteux volumineux qui sont odorants ou susceptibles de libérer des substances volatiles dans des bâtiments fermés, sous une pression sub-atmosphérique contrôlée, et à utiliser l'air évacué comme air de combustion pour l'incinération ou à l'envoyer vers un autre système approprié de réduction des émissions en cas de risque d'explosion ;</li><li>- stocker les déchets liquides dans des réservoirs sous pression contrôlée appropriée et à raccorder les événements de ces réservoirs à l'alimentation d'air de combustion ou à un autre système approprié de réduction des émissions ;</li><li>- maîtriser le risque d'odeurs durant les périodes de mise à l'arrêt complet, lorsqu'aucune capacité d'incinération n'est disponible, par exemple :<ul style="list-style-type: none"><li>- en dirigeant l'air évacué vers un autre système de réduction des émissions, tel qu'un laveur ou un lit d'adsorption fixe ;</li><li>- en réduisant au minimum la quantité de déchets stockés, par exemple en interrompant, en réduisant ou en transférant les livraisons de déchets, dans le cadre de la gestion des flux de déchets ;</li><li>- en stockant les déchets sous la forme de balles dûment scellées.</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Les odeurs de la plus forte à la moins forte lors de l'inspection concernent, l'auvent associé au bâtiment solide, le sas d'entrée du bâtiment solide, le bâtiment solide, le point d'aspiration côté four raccordés aux événements des cuves, le bâtiment conditionné, le laboratoire. Aucune odeur n'était perceptible auprès des habitations de la commune de Travecy à l'origine de la plainte le jour de l'inspection. Des odeurs étaient perceptibles sur le site ponctuellement et par intermittence mais sans pouvoir en identifier la provenance parmi les différentes sources. Une des fenêtres et une porte du bâtiment conditionné étaient ouvertes permettant d'aérer la zone de tri des apports des déchetteries en géobox ou box orange. Le laboratoire d'analyse équipé d'une hotte aspirante et d'un traitement par charbon actif présente des odeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.1.3 Odeurs
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plainte
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobies dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. Les zones et bâtiments susceptibles d'être à l'origine d'odeurs sont mis en dépression. L'air vicié est collecté et traité, Lorsque le raccordement est techniquement possible, l'air vicié est introduit en air primaire dans le four d'incinération. L'exploitant met en place un dispositif à minima équivalent pendant les phases d'arrêt du four (charbon actif, filtre biologique...) et pour les bâtiments ne pouvant pas être raccordés. Les événements de respiration des cuves de stockage sont raccordés au four rotatif lorsque cela est techniquement possible, le cas échéant, à tout autre dispositif de traitement équivalent. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour les signalements liés aux odeurs qui étaient au nombre de 7 en 2023 dont la plainte à l'origine de l'inspection. Cette plainte, d'une habitante de Travecy du 17 mai, a été transmise à l'exploitant le 2 juin 2023. La direction a rencontré la plaignante le 15 juin qui s'est rendue sur site le 22 août pour une visite des installations. Lors de la visite la plaignante aurait associé l'odeur à celle ressentie sur la zone de dépotage extérieure. L'exploitant dispose de deux aires de dépotages dans un nouveau bâtiment qui ne sont toujours pas en service et devraient réduire le nombre de dépotages en extérieur pouvant générer des odeurs au moment des opérations de raccordement et de rinçage des citernes.  Le 11 septembre l'exploitant a informé l'inspection d'un signalement odeur lié probablement à l'opération de curage d'une cuve de 800 m <sup>3</sup> . Cette opération est nécessaire pour vérifier son état (deux autres cuves sont concernées) tous les 10 ans dans le cadre du programme de contrôle de vieillissement des installations. La prochaine opération sera faite dans 6 mois pour une autre cuve. L'inspection recommande de choisir une fenêtre météo favorable pour éviter les émissions d'odeurs vers les riverains les plus proches et une information des communes en amont de l'opération de curage.  En cas d'arrêt du four l'air vicié est traité sur charbon actif.  L'oxydateur thermique permettra de traiter les rejets de l'atelier de déconditionnement à sa mise en service et le rejet des événements des cuves de stockage qui sont actuellement dirigés vers l'entrée d'air primaire du four rotatif.  Le bâtiment solide et l'auvent (trémie d'alimentation du four rotatif) sont équipés de trois points d'aspiration qui ne permettent d'assurer la dépression et le traitement complet du bâtiment. L'air capté rejoint la ventilation post combustion (40000 m <sup>3</sup> heure) avec un apport d'air extérieur pour

éviter tout risque d'explosion dans la conduite.

L'accès au bâtiment solide est équipé d'une brumisation qui était à l'arrêt suite à une panne de la pompe. Elle a été commandée et est en attente de livraison.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet